



MOUVEMENT AMBITION EDUCATION – juin 2021

Pour un renouveau du service public d'Éducation : associations, mouvements pédagogiques, collectivités, syndicats, parents... Engagé.es et responsables ensemble !

La crise sanitaire met en exergue la capacité des différents acteurs de la communauté éducative à agir conjointement, au-delà des périmètres existants et des champs d'intervention habituels, pour répondre aux besoins sociaux, sanitaires, éducatifs et culturels des enfants et des jeunes. La communauté éducative dans son ensemble a assuré et assure la continuité du service public d'éducation, et attesté de ses capacités à réfléchir ensemble, dans un contexte difficile, à la meilleure collaboration éducative dans l'intérêt des enfants.

Dans un contexte où les phénomènes de repli sur soi et de rejet de l'altérité minent notre avenir commun et menacent la démocratie, dans un environnement où la frange la plus vulnérable des enfants et des adolescents est insuffisamment soutenue par un système éducatif qui ne parvient pas toujours à effacer les inégalités sociales et scolaires, les organisations signataires affirment qu'il n'y a pas de fatalité !

Au contraire, la période à venir doit être le fondement d'une nouvelle façon de concevoir l'action éducative sur notre territoire. C'est en unissant nos compétences, en renforçant des alliances éducatives respectueuses des identités de chacun, que nous pouvons construire un environnement éducatif global au plus près des territoires, unis dans la diversité et la complémentarité de nos métiers et savoirs d'expériences. Situés depuis toujours leurs projets au cœur des enjeux de cohésion sociale et territoriale, de démocratie et d'équité, les signataires agissent pour que l'École, mais plus largement l'ensemble des espaces éducatifs, soient ces terrains fertiles de confiance, de vie collective, de pouvoir d'agir et de penser favorisant, par des pratiques émancipatrices, la construction d'une identité citoyenne. Dans les territoires où l'existence de véritables projets éducatifs est un enjeu central car ils favorisent la cohérence entre les dispositifs existants en appui sur un pilotage au plus près des besoins des populations.

Nous affirmons vouloir agir pour une ambition éducative commune qui a pour centre l'enfant au-delà du seul champ de la scolarité. Car si l'École est un lieu éminemment social de cohésion et de vivre-ensemble qui développe la collaboration et la solidarité, les activités de vacances et les loisirs collectifs

participent eux aussi à l'éducation des enfants et des jeunes et à la lutte contre les inégalités. Ensemble, aux côtés des familles, ces différents espaces répondent à des enjeux éducatifs et sociaux communs en promouvant la mixité sociale, en agissant contre les ségrégations territoriales et résidentielles en imaginant des espaces de « faire-ensemble ».

Les défis sont nombreux !

- Agir pour que l'École de la République renoue avec ses ambitions fondatrices : passer d'une École centrée sur la fabrique des « meilleurs » à une École qui permette à tous les enfants et à tous les jeunes de se préparer à faire les choix personnels, professionnels et citoyens qui jalonnent toute vie humaine.
- Militer pour un système éducatif gratuit, laïque et inclusif qui lutte contre les inégalités et accueille tous les enfants quels que soient leurs besoins,
- Promouvoir un véritable service public de l'éducation favorisant les coopérations contre les concurrences et faisant barrière à la marchandisation de l'éducation.
- Agir pour que l'École, mais plus largement l'ensemble des espaces éducatifs, permettent aux générations à venir d'être mieux armées pour relever les défis de notre temps : transition écologique, place du numérique, ...

C'est dans ce but que, nous, acteurs du champ de l'éducation, lançons cet appel à mobilisation.

Il y a urgence à faire entendre notre voix et celles des citoyens en mobilisant le plus grand nombre pour soutenir l'émergence d'une véritable politique éducative qui prennent en compte les défis d'aujourd'hui. Il y a donc urgence à ce que l'Éducation revienne dans le débat public, à l'échelle de tous les territoires.

Rejoindre cet appel, c'est soutenir une conception de l'action éducative fondée sur le principe de la confiance en l'autre et dans les cadres collectifs. C'est cette confiance, posée comme principe de base, qui permet à chacun, jeune ou adulte, d'oser, d'entreprendre, d'expérimenter, de se risquer dans des situations nouvelles car c'est dans les pratiques du quotidien, dans des situations d'apprentissage ou de prise de responsabilité, que s'expérimente l'exercice collectif d'une citoyenneté active.

Rejoindre cet appel, c'est réaffirmer avec force deux convictions essentielles pour une pleine égalité de droits au service de la réussite de toute entreprise d'éducation : tous les êtres humains sont capables et éducatibles et l'École doit permettre aux enfants et aux jeunes d'exprimer et de développer toutes leurs potentialités humaines.

Rejoindre cet appel c'est prendre l'engagement de participer demain à la mise en œuvre de débats citoyens, de forums locaux, au plus près des territoires pour ouvrir des espaces de dialogues, des espaces de concertations pour construire un renouveau du service public d'Éducation !

Alors, **associations, mouvements pédagogiques, collectivités, syndicats, parents... Engagé.es et responsables ensemble !**

Premiers signataires :

Association nationale des directeurs et cadre de l'éducation des villes et collectivités territoriales (ANDEV)

Ceméa

Les Francas

La Ligue de l'enseignement

Observatoire des rythmes et des temps des enfants et des jeunes (ORTEJ)

Réseau français des villes éducatrices (RFVE)

FCPE

Sgen-CFDT

SE-UNSA

SNUIPP- FSU

Conseil National des Associations Familiales laïques (CNAFAL)

